

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MARS 1906.

Budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1906 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

Depuis 1898, les dépenses afférentes au corps de la gendarmerie sont en augmentation à peu près constante d'année en année, ainsi que l'indique le tableau suivant :

Budget de 1898	fr.	5,058,600	»
— 1899		5,128,000	»
— 1900		7,019,563	80
— 1901		7,355,862	54 (reprise du casernement par l'État).
— 1902		7,664,419	49
— 1903		8,348,516	07
— 1904		8,723,967	69
— 1905		8,649,508	25
— 1906		8,673,404	50

Seule l'année 1905 fait exception et la diminution provient de la réduction des dépenses exceptionnelles. (Voy. rapport du budget de 1905, p. 1.)

Le budget de 1906 dépasse celui de 1905 de fr. 24,096 52 sans atteindre cependant celui de 1904.

Cette augmentation provient de l'accroissement des dépenses ordinaires à concurrence de 42,591 25

Car, comme l'an dernier, les dépenses exceptionnelles sont en diminution. La réduction s'élève cette année à 18,495 »

Soit en plus pour l'exercice 1906 fr. 24,096 25

(1) Budget, n° 4^{XX}

(2) La Section centrale, présidée par M. Nérinx, était composée de MM. Gielen, Le Paige, Pirmez, Giroul, van Limburg-Stirum et Dallemagne.

L'augmentation des dépenses ordinaires porte entièrement sur l'article 1^{er} : *Traitements et autres allocations et prestations.*

Outre les augmentations prévues sous cette rubrique, pour faire face à l'accroissement de l'effectif et aux nécessités, tant du logement des hommes mariés que du casernement de nouvelles brigades, nous relevons particulièrement cette année une augmentation de 13,790 francs pour le service sanitaire des hommes et des chevaux. Par suite du grand développement donné depuis quelques années au corps de la gendarmerie, l'allocation affectée à ce service était devenue insuffisante.

Au sujet des dépenses ordinaires reprises au chapitre premier, les questions suivantes ont été posées à M. le Ministre de la guerre par la section centrale :

1^{re} QUESTION.

Au 1^{er} janvier 1905, il restait encore 75 sous-officiers et gendarmes mariés logés à leurs frais. Combien en reste-t-il encore au 1^{er} janvier 1906 ?

RÉPONSE.

Au 1^{er} janvier 1906, il restait encore 118 sous-officiers et gendarmes mariés logés à leurs frais, soit 43 en plus qu'au 1^{er} janvier 1905.

Il est à remarquer que le nombre des gendarmes mariés s'est accru de 114 en 1905. Le département de la guerre a donc fourni, pendant l'année dernière, le logement de 71 mariés en plus.

La section centrale ne peut qu'encourager le Gouvernement dans cette voie. Elle approuve l'augmentation de 50,000 francs prévue au crédit relatif au casernement (chap. I^{er}, litt. e) et dont une partie doit être affectée au logement des hommes mariés. Il semble que ce crédit peut suffire, si, comme on doit le supposer, les fonds sont surtout appliqués aux logements des gendarmes mariés.

La section centrale approuverait avec le même empressement, les demandes de crédit qui permettraient d'achever le reliement des brigades au téléphone. Car sous ce rapport, la situation n'est pas encore satisfaisante, ainsi qu'il résulte de la réponse donnée à la question suivante :

2^e QUESTION.

Combien de brigades sont reliées au téléphone à la fin de 1905 et combien en reste-t-il encore à relier en 1906 ?

Combien y a-t-il encore de brigades qui ne sont reliées ni au téléphone, ni au télégraphe, et parmi celles-ci, quelles sont celles qui sont distantes de plus d'un kilomètre d'un bureau télégraphique ou d'un poste téléphonique ?

Fin 1902, il y avait 31 brigades qui ne disposaient ni du télégraphe ni du

RÉPONSE.

Au 31 décembre 1905, 317 brigades sur 374 étaient reliées au téléphone; il en restait donc 57 à relier.

Il y avait encore, à cette date, 17 brigades qui n'étaient reliées ni au télégraphe, ni au téléphone; 10 de ces brigades sont distantes de plus d'un kilomètre d'un bureau télégraphique. Ce sont celles de : Hingeon, Esschen, Oostroosebeke, Oosterzele, Bottelaere, Hechtel, Overpelt, Audenhove-Sainte-

téléphone dans les localités où elles sont installées, et 29 se trouvaient à plus d'un kilomètre d'un bureau télégraphique ou téléphonique.

Marie, [Hautem-Saint-Liévin et Steenhuyse-Wynhuyse.

Ces 10 brigades et les brigades de Brecht, Hemixem, Oostmalle, Beveren-Waes, Basel, Kieldrecht et Stockheim, sont également distantes de plus d'un kilomètre d'un poste téléphonique.

Il est vraiment regrettable qu'à une époque où le téléphone et le télégraphe sont d'un usage constant dans toutes les relations civiles, dix-sept brigades de gendarmerie soient privées de tout moyen d'information rapide, tandis que les délinquants peuvent en profiter.

Cet état de choses donne à ces derniers toute facilité pour déjouer la surveillance des gendarmes et place ceux-ci dans la condition de certains carabiniers, dont la spécialité est d'arriver toujours trop tard.

Il est évident que si, dans certains cas d'effervescence subite et inattendue, un commandant de brigade pouvait être assuré d'un prompt secours ou d'un bon avis, bien des fausses manœuvres et des accidents pourraient être évités.

Quant au nombre des brigades, il s'accroît d'une façon constante.

5^e QUESTION.

RÉPONSE.

A. Quelles sont les nouvelles brigades créées en 1905?

A. Les brigades créées en 1905 sont celles de :

Ruyen, Romedenne et Tamise.

B. Quelles sont celles qui ont été installées dans le courant de la même année, et enfin

B. Les brigades installées en 1905 sont celles de :

Handzaeme, Santbergen, Roisin, Steenhuyse, Wynhuyse, Oostcamp, Hofstade et de Zonnebeke.

C. Quelles sont celles que le Département de la Guerre compte installer dans le courant de 1906?

C. Les brigades de :

Tamise, Merckem, Vierset-Barse, Canne, Sibret et Wielde pourront être installées en 1906.

Malgré ces nouvelles créations, les demandes de brigades sont toujours nombreuses. Les suivantes se sont produites au sein des sections.

1^o Demande de création d'une brigade à *Anthisnes* (arrondissement de Liège) centre d'une région d'exploitations de carrières de pierres de taille et de pavés, comptant près de 12,000 habitants et fort distante de la brigade de Fraiture-lez-Naudrin, dont les cinq gendarmes à pied ont une énorme circonscription à surveiller.

2^o A *Beerse*, arrondissement de Turnhout, qui devient de plus en plus industrielle et qui trouve un danger spécial dans le voisinage du dépôt de mendicité de Merxplas.

3^o A *Sivry* (arrondissement de Thuin) commune frontière assez importante, longeant la France sur une grande étendue et où il y a lieu de réprimer le vagabondage.

4^o A *Gemmenich* (arrondissement de Verviers) qui est située non loin

d'Aix-la-Chapelle, au point d'intersection des frontières belge, prussienne et hollandaise.

5° A *Amonines* (arrondissement de Marche) qui, très éloignée des brigades existantes et en communication difficile avec elles, se trouve dans une situation dangereuse à cause des grands bois qui l'entourent et du relief accidenté de cette partie de l'Ardenne, privée de moyens de communication.

Dans la réponse faite par M. le Ministre à une question lui posée à propos du budget de 1903 (rapport doc. 112, 1902-03, p. 3) il résulte que l'établissement d'une brigade à Amonines était alors soumise à l'examen des autorités compétentes ;

6° Signalons enfin les demandes faites en faveur de *Rumpst* (arrondissement d'Anvers) et

7° de *Dottignies* (arrondissement de Courtrai) ;

8° *Montignies-sur-Sambre* et 9° *Ransart* (toutes deux de l'arrondissement de Charleroi).

La demande en faveur de Ransart a déjà été mentionnée antérieurement (voyez Rapport du budget de 1903), mais les autorités compétentes ont préféré établir la brigade à Lodeliusart. Malgré cette création, la demande en faveur de Ransart a été de nouveau présentée ; on fait remarquer que Ransart, véritable rendez-vous des « Longues Pennes », est éloignée de toute brigade de gendarmerie.

10° de *Mechelen-sur-Meuse*, et 11° de *Sichen-Sussen-et-Bolré* (arrondissement de Tongres), tous deux proches de la frontière hollandaise et qui sont les deux seuls chefs-lieux de canton de la province de Limbourg ne possédant pas de brigade de gendarmerie.

En présence de ces demandes, la section centrale a porté son attention sur l'accroissement prévu de l'effectif, et a posé la question suivante à M. le Ministre :

4° QUESTION.

Le budget de la gendarmerie pour 1906 ne prévoit, comme augmentation d'effectif, qu'un sous-officier et quatre gendarmes à pied (*Note préliminaire*, page 2). Cette augmentation paraît insuffisante, surtout en présence des demandes de brigades qui surgissent de tous côtés.

Dans le but de permettre l'augmentation de l'effectif de la gendarmerie, la section centrale est disposée à demander, par voie d'amendement, un crédit supplémentaire, à moins que M. le Ministre n'en prenne lui-même l'initiative ? Quelles sont ses intentions à ce sujet ?

RÉPONSE.

Le Département de la Guerre procède en ce moment à un travail d'ensemble relatif à la création de brigades nouvelles et aux modifications à apporter aux brigades existantes.

Dès que ce travail sera terminé, le Gouvernement sera à même de faire des propositions à la législature en vue d'une meilleure répartition de la gendarmerie et de l'augmentation de son effectif.

Néanmoins, il se propose de déposer un amendement augmentant dès maintenant la gendarmerie de un premier maréchal-des-logis, quatre gendarmes à pied et trois gendarmes à cheval, afin de permettre la création d'une brigade à Saventhem et le renforcement de celle de Walcourt.

Cet amendement annoncé prévoit donc une augmentation de huit hommes qui ajoutés aux cinq hommes déjà portés au budget, ne donnent qu'un accroissement total de treize hommes en 1906. En présence de l'importance des demandes, ce chiffre peut être jugé insuffisant.

Rappelons aussi, à propos de l'effectif, ce qui a été dit précédemment de la composition de la brigade volante de Tervueren.

L'arrêté royal du 2 septembre 1897 portant création de cet escadron mobile, en a fixé l'effectif à 5 officiers et 77 sous-officiers et gendarmes.

Par arrêté royal du 9 décembre 1901, l'effectif en a été augmenté temporairement de 62 sous-officiers et gendarmes.

L'escadron mobile se composerait donc de 144 hommes.

Lors de la discussion du budget de 1901, on a fait remarquer (voyez rapport du budget de 1901, session 1900-01, n° 86, p. 6) que les hommes composant cet escadron sont de deux catégories : les recrues qui ont tout à apprendre et qui sont des non-valeurs, et les gendarmes rentrés à Tervueren après un séjour dans les compagnies, soit pour compléter leur instruction militaire, soit pour y dresser leurs chevaux jeunes ou difficiles.

L'instruction des recrues est compromise par la nécessité où l'on se trouve de combler à chaque instant les vides trop grands qui se produisent dans les différentes compagnies, non seulement par les déchets normaux, mais encore par le fait que les recrues figurent dans l'effectif des compagnies.

Il résulte de ce qui précède :

1° Que la fraction mobilisable de l'escadron se réduit à peu de chose ;

2° Que quand des renforts sont nécessaires, ce n'est pas dans l'escadron mobile qu'on peut les trouver, mais qu'il faut les prendre dans les brigades de service, qui se trouvent désorganisées par ce fait, dans des moments où leur service peut devenir subitement très actif.

La formation d'un escadron mobile de réserve s'impose donc. Il doit comprendre un effectif permanent d'une centaine d'hommes bien exercés et bien montés, en plus des recrues et des hommes en service courant dans les brigades.

C'est dans le but de réaliser cet ordre d'idée que, depuis 1901, le Gouvernement fait figurer au budget des dépenses extraordinaires un crédit spécial pour la construction, à Bruxelles, d'une caserne destinée à remplacer celle de Tervueren, où l'escadron mobile est provisoirement installé.

La nouvelle installation permettra de donner à l'escadron mobile tout le développement qu'il comporte.

Le présent budget prévoit du reste, aux dépenses extraordinaires, un crédit pour la construction de cette caserne ; il en est question plus loin (voy. p. 6).

CHAPITRE II. — *Pensions et secours.*

Malgré les multiples améliorations apportées au corps de la gendarmerie, il est un point qui fait toujours l'objet des plaintes des intéressés : c'est la question des pensions.

Le crédit de 33,000 francs, inscrit au chapitre II du budget, a bien pour

but de remédier à la situation faite aux hommes qui, par suite de l'intensité du service, sont atteints d'infirmités prématurées.

Mais, en général, le taux des pensions est jugé insuffisant, parce que les gendarmes sont mis hors service à un âge peu avancé, à cause de ces infirmités contractées au service.

Si le barème des pensions allouées aux gendarmes paraît plus avantageux que celui appliqué à l'armée, il y a lieu de remarquer que, pendant que celle-ci n'a à remplir qu'un service de paix, la gendarmerie doit faire face à un service de campagne continu.

Dépenses exceptionnelles.

Au sujet du crédit de 1,400,000 francs porté aux dépenses exceptionnelles pour l'amélioration du casernement et dont une partie doit être affectée à la continuation des travaux de la caserne destinée à l'escadron mobile, installé provisoirement à Terneuzen, la section centrale émet le vœu de voir presser l'achèvement de cette caserne, commencée depuis plusieurs années, et dont l'utilité a été exposée plus haut.

La note préliminaire du budget de 1901 (session 1900-01, n° 4, XI, p. 4) portait en effet qu'une partie du crédit demandé cette année-là pour le casernement, devait être affectée « au paiement des premiers travaux de la dite caserne (nivellement et substructions) ».

En matière de casernement, il y a lieu de remarquer que les bâtiments destinés à des brigades de sept ou huit gendarmes peuvent être modestes, et il semble qu'on puisse adresser à certains bâtiments le reproche d'être un peu trop luxueux.

Police rurale.

Comme complément à l'amélioration et à l'accroissement de la gendarmerie, qui se poursuivent d'une façon constante, on réclame depuis de nombreuses années la réorganisation de la police rurale. La section centrale, constatant qu'aucun projet n'est encore soumis aux Chambres législatives, a posé la question suivante au Gouvernement :

5° QUESTION.

Où en est la question de la réorganisation de la police rurale.

La Commission instituée par arrêté royal du 10 août 1901, a publié son rapport en 1904. L'an dernier, M. le Ministre de la Justice, répondant à M. Maenhaut [séance du 20 décembre 1904 de la Chambre des Représentants (*Annales*, p. 363)], a fait connaître que « le Gouvernement poursuit très activement l'examen définitif du projet de loi sur la police rurale ».

RÉPONSE.

La réorganisation de la police rurale concerne plusieurs départements et son examen n'est pas terminé. Le Gouvernement ne pourrait donc préciser la date du dépôt de ce projet de loi.

La section centrale désirerait savoir
quand le Gouvernement saisira la Cham-
bre de ce projet ?

Il a fallu près de trois ans à la Commission, pour la rédaction de son rapport (1901-1904), et depuis le 20 décembre 1904, le Gouvernement poursuit très activement l'examen définitif du projet de loi sur la police rurale.

Dans l'élaboration des réformes proposées, la Commission, jugeant inopportun de rechercher des organisations nouvelles et de préconiser des institutions empruntées de toutes pièces à l'étranger, s'est tenue sur le terrain des institutions existantes, qu'elle s'est efforcée d'améliorer ou de développer.

Elle maintient les *gardes champêtres*, mais elle en fait des agents sérieux, jouant un rôle effectif : elle améliore les conditions de leur recrutement, elle garantit leur indépendance par l'allocation d'un traitement convenable, la constitution d'une pension, l'interdiction du cumul, la suppression de l'affirmation des procès-verbaux ; elle stimule leur zèle et assure l'unité de leur action en les répartissant en brigades, à la tête de chacune desquelles est un brigadier champêtre.

Le nouvel organisme des *brigadiers champêtres* a pour objet de créer un contrôle immédiat et permanent du service des gardes champêtres et comble ainsi une lacune incontestable de cette institution ; il contribuera aussi à garantir l'indépendance de ces agents vis-à-vis des bourgmestres dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires.

Satisfaisant aux vœux souvent exprimés, particulièrement par les industriels, le rapport de la Commission autorise l'agrégation de *gardes particuliers*.

La Commission n'a touché à la législation concernant les *commissaires de police* que pour permettre au gouvernement d'en créer dans les communes de plus de 5,000 habitants, pour favoriser la désignation de titulaires capables et pour accentuer davantage la séparation qui existe entre les fonctions d'ordre administratif et les fonctions d'ordre judiciaire.

Enfin quelques propositions ont pour but de rendre effectif le concours de la *garde civique* non active au maintien de l'ordre, et de permettre à la *gendarmerie* renforcée et mieux adaptée à sa mission de police, de prêter un appui efficace à la police rurale réorganisée.

Une légère addition à la loi sur la répression du vagabondage et de la mendicité doit remédier aux abus, sans porter atteinte aux mesures protectrices de l'enfance établies par la loi de 1894.

Il faut aussi noter que, tout en respectant notre organisation judiciaire et administrative, les solutions énoncées sont conçues de façon à n'entraîner qu'un minimum de dépenses nouvelles.

En terminant, émettons l'espoir que l'activité des Départements compétents ne se relâchera pas et que le dépôt du projet de loi si vivement attendu, ne demandera pas plus de temps qu'en a exigé la rédaction du rapport de la Commission.

Le Budget est voté :

Dans la 1^{re} section, par 8 voix et une abstention.

Dans la 2^e section, par 11 voix et une abstention.

Dans la 3^e section, par 12 voix contre 3 votes négatifs.

Dans la 4^e section, par 7 voix contre 2.

Dans la 5^e section, par 9 voix contre 2.

Dans la 6^e section, à l'unanimité et une abstention.

Le rapport a été approuvé par la section centrale.

Le Rapporteur,

JULES DALLEMAGNE.

Le Président,

E. NÉRINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1906.

Begrooting van het corps der gendarmerie voor het dienstjaar 1906 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DALLEMAGNE.

MIJNE HEEREN,

Sedert 1898 klimmen de uitgaven vereischt voor het corps der gendarmerie bijna voortdurend van jaar tot jaar, zooals blijkt uit de volgende tabel :

Begrooting van 1898	fr. 5,038.600 »
— 1899	5,128,000 »
— 1900	7,019,563 80 (de Staat neemt de kazerneering over).
— 1901	7,355,862 54
— 1902	7,664,419 49
— 1903	8,348,316 07
— 1904	8,723,967 69
— 1905	8,649,308 25
— 1906	8,673,404 50

Enkel het jaar 1905 maakt uitzondering en de vermindering komt voort uit de inkorting der buitengewone uitgaven. (Zie verslag over de begrooting van 1905, blz. 1.)

De begrooting voor 1906 overtreft die van 1905 met . fr. 24,096 25 zonder zoo hoog te gaan als die van 1904.

Deze verhooging komt voort uit de vermeerdering der uitgaven tot een bedrag van 42,591 25

Want, evenals verleden jaar, zijn de buitengewone uitgaven minder. De inkorting bedraagt dit jaar. 18,495 »

Dus verhooging voor het dienstjaar 1906. . . fr. 24,096 25

(1) Begrooting, n° 4^{AL}.

(2) De Middenafdeeling, onder het voorzitterschap van den heer Nérinx, was samengesteld uit de heeren Gielen, Le Page, Pirmez, Giroul, van Limburg-Stirum en Dallemagne.

De vermeerdering der gewone uitgaven slaat uitsluitend op artikel 1 : *jaarwedden en andere toekenningen en verstrekkingen.*

Behalve de onder deze rubriek staande verhoogingen ten einde te voorzien in de verhooging van de getalsterkte en in de behoeften zoowel van de huisvesting der gehuwde manschappen als van de kazerneering der nieuwe brigades, wijzen wij inzonderheid dit jaar op eene verhooging van fr. 15,790 voor den gezondheidsdienst der manschappen en der paarden. Ten gevolge van de uitbreiding welke sedert einige jaren werd gegeven aan het corps der gendarmerie, was de voor dezen dienst uitgetrokken geldsom ontoereikend.

Naar aanleiding van de gewone uitgaven, bedoeld in het eerste hoofdstuk, heeft de middenafdeeling de volgende vragen gesteld aan den heer Minister van oorlog :

1^{ste} VRAAG.

Op 1 Januari 1905 telde men nog 75 gehuwde onder-officieren en gendarmen die op eigen kosten waren gehuisvest.

Hoeveel telt men er nog op 1 Januari 1906?

ANTWOORD.

Op 1 Januari 1906 waren er nog 118 gehuwde onder-officieren en gendarmen op eigen kosten gehuisvest, dus 43 meer dan op 1 Januari 1905.

Er dient aangemerkt, dat het getal gehuwde gendarmen met 114 is toegenomen in 1905. Dus heeft het departement van oorlog, gedurende het laatste jaar, huisvesting aan 71 gehuwden meer verstrekt.

De Middenafdeeling hecht er aan, de Regeering aan te moedigen om op dien weg voort te gaan. De verhooging met 30,000 frank, voorzien bij het krediet betreffende de kazerneering (Hoofdstuk I) en waarvan een gedeelte moet worden besteed aan de huisvesting der gehuwde mannen, wordt door haar goedgekeurd. Dat krediet schijnt voldoende te zijn, indien, zooals men het moet veronderstellen, de gelden vooral worden gebruikt voor de huisvesting der gehuwde gendarmen.

Eveneens zou de Middenafdeeling hare goedkeuring schenken aan de kredietaanvragen die zouden toelaten het verbinden van de brigades met de telefoon te voltrekken. Want, in dat opzicht, is de toestand nog niet bevredigend, zooals blijkt uit het antwoord gegeven op de hieronder staande vraag :

2^{de} VRAAG.

Hoeveel brigades waren met de telefoon verbonden op het einde van 1905 en hoeveel moeten er nog worden verbonden in 1906?

Hoeveel brigades zijn nog niet verbonden hetzij met de telefoon hetzij met de telegraaf en, onder deze brigades, welke bevinden zich op een afstand van

ANTWOORD.

Op 31 December 1905 waren 317 brigades met de telefoon verbonden; nog 25 moesten verbonden worden.

Op denzelfden datum waren 17 brigades noch met de telefoon noch met de telegraaf verbonden; 10 van deze brigades bevinden zich op een afstand van meer dan één kilometer van een telegraafkan-

meer dan één kilometer van een telegraafkantoor of van een telefoonpost?

Op het einde van 1902, hadden 31 brigades noch telegraaf noch telefoon te harer beschikking in de plaats harer bezetting. 29 harer waren op meer dan één kilometer gelegen van eenig telegraaf- of telefoonkantoor.

toor. Het zijn die van : Hingeon, Esschen, Oostroosebeke, Oosterzele, Bottelaere, Hechtel, Overpelt, Sinte-Maria-Audenhoven, Sint-Lievens-Hautem en Steenhuisse-Wynhuisse.

Deze 10 brigades en de brigades van Brecht, Hemixem, Oostmalle, Beveren-Waes, Basel, Kieldrecht en Stockheim zijn insgelijks op een afstand van meer dan één kilometer gelegen van eenigen telefoonpost.

't Is waarlijk spijtig dat, waar telefoon en telegraaf voortdurend worden gebruikt voor al de betrekkingen onder de burgers, zeventien brigades der gendarmerie zijn beroofd van alle middelen om snel inlichtingen te vragen en in te winnen, terwijl degenen, die een misdrijf plegen, zich die ten nutte kunnen maken. Dat heeft ten gevolge dat laatstgenoemden zich gemakkelijk aan het toezicht der gendarmen kunnen onttrekken, zoodat de gendarmen, naar 't voorbeeld van zekere karabiniers, wier bijzondere eigenaardigheid het is, altijd te laat aankomen.

Stellig is het dat, zoo in zekere gevallen van plotselinge en onverwachte woeling onder het volk, de commandant eener brigade de verzekering had dat hij op spoedige hulp of op een goed advies kan rekenen, vele verkeerde handelingen en ongevallen zouden kunnen vermeden worden.

Het getal brigades neemt gestadig toe.

5^e VRAAG.

A. Welke nieuwe brigades werden in 1905 tot stand gebracht?

B. Welke werden in den loop van het jaar ingericht, en eindelijk :

C. Welke brigades denkt het Departement van Oorlog in 1906 in te richten?

ANTWOORD.

A. In 1905 werden brigades tot stand gebracht te Ruien, Romedenne en Temsche.

B. Er werden in 1905 brigades ingericht te Handzame, Santbergen, Roisin, Steenhuisse-Wynhuisse, Oostkamp, Hofstade en Zonnebeke.

C. De brigades van Temsche, Merkem, Vierset-Barse, Canne, Sibret en Wielden knnen in 1906 worden ingericht.

Ondanks het tot stand brengen van deze nieuwe brigades, worden er steeds meer gevraagd. De afdeelingen verlangden :

1^o Eene brigade te *Anthisnes* (arrondissement Luik), het centrum eener ontginning van groeven, van hardsteen en van kasseien, met nagenoeg 12,000 inwoners en verre verwijderd van de brigade *Fraiture*-bij-Nandrin, welker vijf gendarmen te voet een overgroot gebied hebben te bewaken ;

2^o Te *Beerse* (arrondissement Turnhout), waar steeds meer nijverheid wordt bedreven en dat in bijzonder gevaar verkeert door de nabijheid van het bedelaarsgesticht van Merxplas ;

3^o Te *Sivry* (arrondissement Thuin), eene nog al aanzienlijke gemeente zich verre uitstrekkende langs de Fransche grens, waar veel landlooperij is te beteugelen ;

4^o Te *Gemmenich* (arrondissement Verviers), niet verre van Aken, waar de Belgische, Pruisische en Nederlandsche grenzen samenloopen ;

5^o Te *Amonines* (arrondissement Marche), dat verre verwijderd van de bestaande brigades en moeilijk in gemeenschap met deze, in een gevaarlijken toestand verkeert, uit hoofde van de groote bosschen die het omringen en het bergachtig voorkomen van dit gedeelte der Ardennen, beroofd van gemeenschapsmiddelen.

Uit het antwoord, door den heer Minister gegeven op eene hem naar aanleiding der begrooting voor 1903 gestelde vraag (verslag, *Oork.* 112, 1902-1903, blz. 5), blijkt dat de bevoegde overheden toen onderzochten of er te Amonines eene brigade kon worden ingericht ;

6^o Ten slotte, worden er vragen gedaan ten voordeele van *Rumpst* (arrondissement Antwerpen) ;

7^o *Dottignies* (arrondissen ent Kortrijk) ;

8^o *Montignies-sur-Sambr.*, en 9^o *Ransart* (beide in het arrondissement Charleroi).

De vraag ten voordeele van Ransart werd reeds vroeger vermeld (zie Verslag over de Begrooting voor 1903), doch de bevoegde overheden verkozen eene brigade te vestigen te Lodelinsart. Niettemin werd de vraag ten voordeele van Ransart opnieuw ingediend ; er werd aangemerkt dat Ransart, echte verzamelplaats der « Longues Pennes », verre verwijderd is van elke gendarmerie-brigade ;

10^o Voor *Mechelen-aan-de-Maas* en 11^o voor *Sichen-Sussen-en-Bolré* (arrondissement Tongeren), beide in de nabijheid der Nederlandsche grens, de twee kantons hoofdplaatsen in Limburg die nog geene gendarmerie-brigade bezitten.

Gezien die aanvragen, vestigde de Middenafdeeling hare aandacht op de voorziene vermeerdering der getalsterkte, en stelde zij den heer Minister onderstaande vraag :

4^o VRAAG.

De Begrooting der Gendarmerie voorziet als vermeerdering van getalsterkte enkel een onder-officier en vier gendarmen te voet (*Inleidingsnota*, blz. 2). Die vermeerdering schijnt ontoereikend, vooral nu er te allen kante om brigades wordt gevraagd.

Om de getalsterkte der gendarmerie te kunnen vermeerderen, is de middenafdeeling geneigd bij amendement een hooger krediet te vragen, ten ware de heer Minister het zelf deed. Wat zijn zijne inzichten dienaangaande?

ANTWOORD.

Het Departement van Oorlog doet thans een gezamenlijk onderzoek naar het inrichten van nieuwe brigades en de wijzigingen, aan de bestaande brigades toe te brengen.

Zoodra dit werk klaar is, zal de Regeering aan de Wetgeving voorstellen kunnen doen om de gendarmerie beter in te deelen en hare getalsterkte te vermeerderen.

Niettemin is zij van plan een amendement over te leggen, om van nu af aan de gendarmerie te vermeerderen met

één eersten wachtmeester, vier gendarmen te voet en drie gendarmen te paard, opdat er eene brigade te Saventhem zou kunnen ingericht en die van Walcourt versterkt worden.

Dit aangekondigd amendement voorziet dus eene vermeerdering met acht man, wat, gevoegd bij de vijf reeds op de begrooting gebrachte manschappen, in 1906 slechts eene vermeerdering van dertien manschappen uitmaakt. Gezien de vele aanvragen, kan dat getal ontoereikend voorkomen.

Laat ons, naar aanleiding van getalsterkte, ook herinneren wat vroeger werd gezegd over de samenstelling der vliegende brigade te Tervuren.

Het koninklijk besluit van 2 September 1897, waarbij dat mobiel eskadron werd ingericht, bepaalde dezès getalsterkte op 5 officieren en 77 onderofficieren en gendarmen.

Bij koninklijk besluit van 9 December 1901, werd zijne getalsterkte tijdelijk vermeerderd met 62 onderofficieren en gendarmen.

Dus zou het vliegend eskadron bestaan uit 144 man.

Tijdens de beraadslaging over de begrooting voor 1901, werd aangemerkt (zie Verslag over de begrooting n^o 86, blz. 6), dat de manschappen van dat eskadron tot twee soorten behooren : de recruten, die nog alles moeten leeren en weinig of geen nut kunnen verrichten, en de gendarmen, naar Tervuren teruggekeerd na een verblijf bij de compagniën, hetzij om hun krijgsonderricht voort te zetten of er jonge of lastige paarden af te richten.

Het onderricht der recruten lijdt hierdoor, dat men elk oogenblik verplicht is de al te groote leemten aan te vullen, welke in de verschillende compagniën voorkomen, niet enkel door den gewonen afval, maar ook hierdoor, dat de recruten worden medegerekend bij de getalsterkte der compagniën.

Uit dit alles blijkt :

1^o Dat het gedeelte van het eskadron dat mobiel kan gemaakt worden onbeduidend is;

2^o Dat de noodige versterking van brigades niet is te vinden in het vliegend eskadron, maar dat zij moet worden genomen uit de bestaande brigades, welke daardoor ontredderd geraken op oogenblikken dat zij eensklaps zeer ijverig dienst moeten doen.

Dus is het noodig een mobiel reserve-eskadron te vormen, bestaande uit eene bestendige getalsterkte van een honderdtal welgeoefende en goed bereden manschappen, behalve de recruten en de manschappen voor den gewonen dienst der brigades.

Om dit denkbeeld te verwezenlijken, brengt de Regeering sedert 1901 op de buitengewone begrooting een bijzonder krediet, ten einde te Brussel eene kazerne te bouwen, ter vervanging van die te Tervuren, waar het mobiel eskadron voorloopig is gelegerd.

Met deze nieuwe inrichting zal men het mobiel eskadron kunnen uitbreiden zooals het behoort.

Op deze begrooting is overigens onder de buitengewone uitgaven een krediet uitgetrokken voor het bouwen van die kazerne; daarvan is verder spraak (zie blz. 6).

HOOFDSTUK II. — *Pensioenen en hulpgelden.*

Ondanks de talrijke verbeteringen, aan het corps der gendarmerie toegebracht, wordt er steeds sterk geklaagd over de pensioenen.

Het krediet van 35,000 frank, onder hoofdstuk II der begrooting uitgetrokken, strekt tot verbetering van den toestand der manschappen, die, ten gevolge van den zwaren dienst, vroegtijdig door gebrekkelijkheid worden aangedaan.

Doch over 't algemeen werd het bedrag der pensioenen ontoereikend bevonden, omdat de gendarmen op weinig gevorderden ouderdom buiten dienst worden gesteld, uit hoofde van die gebrekkelijkheid, bij den dienst opgedaan.

Schijnt het tarief der pensioenen, aan de gendarmen toegekend, voordeliger dan dit des legers, er valt op te merken dat, terwijl het leger slechts een dienst van vreedstijd heeft te verrichten, de gendarmerie gestadig te velde moet zijn.

Uitzonderlijke uitgaven.

Ten aanzien van het krediet van 1,400,000 frank, onder de uitzonderlijke kredieten uitgetrokken ter verbetering van de kazerneering en waarvan een deel moet dienen tot voortzetting van de werken aan de kazerne, bestemd voor het mobiel eskadron, dat voorloopig te Tervuren staat, drukt de Middenafdeeling den wensch uit dat deze kazerne, sedert vele jaren aangevangen en waarvan het nut hierboven werd uiteengezet, ten spoedigste voltrokken zou worden.

In de inleidingsnota voor de begrooting van 1901 (zittingsjaar 1900-01, n^o 4, XI, blz. 4), stond trouwens dat een deel van het dat jaar aangevraagde krediet voor de kazerneering moest dienen « tot betaling van de eerste werken aan gemelde kazerne (effening en onderbouw) ».

In zake van kazerneering, dient te worden aangemerkt dat de gebouwen, bestemd voor brigades van zeven of acht gendarmen, geenszins weelderig hoeven te zijn en wat aan sommige kan worden ten laste gelegd, is juist dat zij wat te weelderig zijn.

Landelijke politie.

Als aanvulling van de verbetering en vermeerdering der gendarmerie, die gestadig wordt voortgezet, wordt sedert jaren de herinrichting der landelijke politie gevraagd. Na te hebben vastgesteld, dat tot hiertoe geen ontwerp dienaangaande bij de Wetgevende Kamers werd ingediend, richtte de Middenafdeeling de volgende vraag tot de Regeering.

5^e VRAAG.

ANTWOORD.

Hoe verre staat het met de herinrichting der landelijke politie?

De commissie, bij koninklijk besluit van 10 Augustus 1901 ingesteld, heeft in 1904 haar verslag uitgegeven. Verleden jaar antwoordde de heer Minister van Justitie aan den heer Maenhaut (vergadering van 20 December 1904 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers (*Handelingen*, blz. 363), dat « de Regeering het eindonderzoek van het ontwerp van wet op de landelijke politie zeer ijverig voortzet ».

De Middenafdeeling verlangt te weten wanneer de Regeering dit ontwerp zal overleggen.

De herinrichting der landelijke politie betreft verschillende departementen en het onderzoek is nog niet afgelopen. Dus kan de Regeering niet bepalen wanneer het wetsontwerp zal worden overgelegd.

De Commissie had schier drie jaar noodig om haar verslag op te maken (1901-1904) en sedert 20 December 1904 zet de Regeering het eindonderzoek van het ontwerp van wet op de landelijke politie ijverig voort.

Bij het opmaken van haar ontwerp tot hervorming, achtte de Commissie het niet raadzaam nieuwe inrichtingen voor te stellen, noch inrichtingen uit één stuk aan de vreemde ontleend; zij hield zich bij de bestaande instellingen, die zij trachtte te verbeteren of uit te breiden.

Zij handhaaft de *veldwachters*, doch maakt daarvan ernstige agenten, die eene werkdadige rol vervullen; zij verbetert de wijze van werving, waarborgt hunne onafhankelijkheid door het toekennen van eene behoorlijke jaarwedde, een pensioen, het verbod om meerdere ambten tegelijk waar te nemen, het afschaffen van de bevestiging der processen-verbaal; zij prikkelt hunnen ijver aan en verzekert de eenheid hunner werking, door ze in te deelen in brigades, met een brigadier-veldwachter aan 't hoofd van elke brigade.

De nieuwe instelling der *brigadiers-veldwachters* strekt om onmiddellijk en bestendig toezicht uit te oefenen over den dienst der veldwachters, en daardoor wordt eene onbetwistbare leemte in deze instelling aangevuld; zij zal ook bijdragen tot het vrijwaren van de onafhankelijkheid dezer agenten ten opzichte der burgemeesters, in de uitoefening van hun rechterlijk ambt.

Om de inzonderheid door nijveraars vaak uitgedrukte wenschen te bevredigen, veroorlooft het verslag der Commissie het aanstellen van *bijzondere wachters*.

De Commissie wijzigde de wetsbepalingen over de *politiecommissarissen* enkel in dezen zin, dat zij de Regeering veroorlooft er in gemeenten van meer dan 5,000 ingezetenen aan te stellen, ten einde gemakkelijker bekwame titularissen aan te wijzen en scherper te doen uitkomen dat er scheiding bestaat tusschen betrekkingen van bestuurlijken en van rechterlijken aard.

Ten slotte werden enkele voorstellen gedaan om de medewerking der niet werkelijke *burgerwacht* doeltreffend te maken ter handhaving van de orde, en opdat de versterkte *gendarmerie*, beter geschikt voor hare politietoon, de heringerichte landelijke politie op degelijke wijze zou kunnen ter zijde staan.

Eene lichte toevoeging aan de wet ter beteugeling van landlooperij en bedelarij moet de misbruiken verhelpen, zonder inbreuk te maken op de maatregelen tot bescherming der kindsheid, genomen bij de wet van 1891.

Verder dient te worden aangemerkt dat, al wordt de inrichting van gerecht en bestuur geëerbiedigd door de aangeduide oplossingen, deze derwijze zijn opgevat om zoo weinig mogelijk kosten te veroorzaken.

Ten slotte drukken wij de hoop uit, dat de ijver der bevoegde Departementen niet zal verflauwen, en dat het overleggen van het zoo vurig verlangd ontwerp van wet niet meer tijd zal vergen dan het opstellen van het verslag der Commissie.

De Begrooting werd goedgekeurd :

In de 1^{ste} afdeeling, met 8 stemmen en 1 onthouding.

In de 2^e afdeeling, met 11 stemmen en 1 onthouding.

In de 3^e afdeeling, met 12 stemmen tegen 3.

In de 4^e afdeeling, met 7 stemmen tegen 2.

In de 5^e afdeeling, met 9 stemmen tegen 2.

In de 6^e afdeeling, met eenparige stemmen en 1 onthouding.

De Middenafdeeling keurde het verslag goed.

De Verslaggever,
JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,
E. NÉRINX.

